

Rapport au conseil national Igor Zamichiei – 18 mars 2022

A 23 jours du premier tour de l'élection présidentielle, je veux commencer par féliciter notre candidat qui mène une campagne qui donne à nos idées un rayonnement sans précédent, beaucoup d'enthousiasme et de fierté.

Et je veux saluer, à travers vous, les dizaines de milliers de communistes engagés à ses côtés et qui ne comptent pas leur temps sur le terrain. Un mot ici pour dire notre solidarité avec les camarades des fédérations concernées par des dégradations de leurs locaux ces derniers jours. Ces minables attaques n'entameront en rien notre détermination.

Bravo également à nos parlementaires, à l'Assemblée nationale et au Sénat, pour leur engagement et j'en profite pour saluer le travail d'André Chassaigne et de tous les députés au terme d'un mandat de grande qualité, au service des intérêts du monde du travail et des intérêts populaires ainsi que le travail de notre camarade Eliane Assassi dont la commission d'enquête sur l'influence des cabinets de conseil est essentielle face à un pouvoir qui a cédé la conduite des politiques publiques à des acteurs privés qui ne servent que leur intérêt financier. Bravo à elle, bravo à tous nos parlementaires !

Je vous propose que notre échange porte sur quatre enjeux :

1. La guerre en Ukraine et les défis qui l'accompagnent.
2. La définition du moment politique dans lequel nous sommes et les transformations politiques en cours.
3. L'impact de la situation sur les consciences et notre campagne présidentielle.
4. La spécificité de l'enjeu des élections législatives et les défis qui y sont liés.

Des millions de Françaises et de Français commencent seulement maintenant à s'intéresser à l'élection présidentielle et se posent deux questions :

Est-il nécessaire d'aller voter, n'est-ce pas déjà joué ?

Et, dans l'affirmative, quel vote peut être utile à répondre à mes besoins, correspond à mes valeurs ?

La réponse à ces questions s'inscrit dans un moment politique commun que nous devons prendre le temps de caractériser. Au cœur de ce moment, un enjeu majeur auquel nous sommes confrontés est la guerre en Ukraine.

*

1- La guerre en Ukraine

La déclaration qui vous est soumise sur la guerre revient sur nos positions notamment pour le cessez-le-feu, le retrait des troupes russes d'Ukraine et une paix durable et les initiatives du PCF pour y parvenir. Nous aurons l'occasion d'en débattre au cours de notre discussion puis de l'adopter.

Je veux quant à moi approfondir les enjeux en pointant dans ce rapport introductif, sans être exhaustif, **trois défis majeurs liée à cette guerre** : le défi d'une réponse humanitaire à la hauteur des besoins ; le défi d'une démilitarisation et d'une dénucléarisation des relations internationales et de la construction d'un mouvement mondial pour la paix ; et le défi d'une autre mondialisation économique.

➔ **Premièrement, le défi d'une réponse humanitaire à la hauteur des besoins.**

Alors que l'on compte déjà plusieurs milliers de morts, militaires et civils, de cette guerre, l'humain d'abord est plus que jamais notre mot d'ordre.

Les dégâts et les victimes à Marioupol, plus de 1 200 selon les autorités locales, montrent à eux seuls la violence de l'offensive militaire. Des crimes de guerre sont probablement commis. Et celles et ceux qui survivent aux attaques sont en proie au manque d'eau et de nourriture dans une ville où le gaz, l'électricité, les communications sont coupés, un véritable enfer à ciel ouvert pour des centaines de milliers d'ukrainiens.

La mise en place de corridors humanitaires réellement sécurisés est donc une urgence vitale. Au-delà, nous faisons face au défi d'accueillir immédiatement 3 millions de réfugiés dans de bonnes conditions au sein des pays de l'UE, et dans les semaines et mois qui viennent, probablement plusieurs millions de réfugiés supplémentaires.

Dans cette situation, le rôle de notre parti est décisif :

- Pour le respect du droit international humanitaire, notamment des conventions de Genève ;
- Pour que la population réfugiée soit protégée des réseaux de traite, notamment les femmes et les enfants qui sont la cible des réseaux de prostitution, et accueillie dignement et durablement, autant de temps qu'il le faudra ;
- Pour que l'élan de solidarité de la population s'étende à tous les réfugiés, sans distinction, et soit un point d'appui pour faire reculer les discours anti-immigrés, le poids des idées xénophobes et racistes dans la société française.

➔ **Deuxièmement, le défi de la démilitarisation et de la dénucléarisation des relations internationales et de la construction d'un mouvement mondial pour la paix.**

Le responsable de cette guerre, celui qui a fait le choix des armes et du sang, est Vladimir Poutine. Nous n'avons aucune ambiguïté à ce sujet.

Cela ne doit pas nous empêcher de regarder avec lucidité le fait que la majorité présidentielle actuelle, dans la foulée du gouvernement de François Hollande, comme cela vient d'être révélé, a continué d'armer la Russie après l'annexion de la Crimée, de 2015 à 2020 précisément, pour un total des contrats de 152 millions d'euros permettant d'équiper de technologies dernier cri les tanks, avions de chasse et hélicoptères de combat russes aujourd'hui impliqués dans la guerre en Ukraine. Elle a donc beau jeu désormais de livrer à toute hâte des armes à l'Ukraine et, mesurons-le, au risque désormais d'un incident qui pourrait mener à une nouvelle guerre mondiale. Cet exemple concret montre précisément le danger de la militarisation à l'œuvre dans le monde.

Dans l'immédiat, l'urgence est de ne pas ajouter de la guerre à la guerre. Nous devons tout faire pour que l'Otan n'entre pas dans le conflit. Cela veut dire faire mesurer les risques des livraisons

d'armes actuelles et s'opposer aux gouvernements, celui de la Pologne et du Danemark notamment, qui appellent à un engagement direct de l'Otan. Le sommet de l'organisation qui doit se tenir le 24 mars à Bruxelles sera un moment clé.

Simultanément, l'enjeu est de s'opposer au réarmement et au réalignement atlantiste des pays européens.

Nous devons dénoncer avec force la décision de l'Allemagne visant à augmenter considérablement son budget militaire – par une première enveloppe de 100 milliards d'euros – et d'autres pays, dont le nôtre, qui envisagent de le faire également.

Concernant l'alliance atlantique, Poutine a fait plus pour l'Otan en trois semaines de guerre que tous les atlantistes en trente ans !

Et comme le dit clairement la déclaration adoptée au sommet de Versailles du 10 mars par les dirigeants de l'UE, l'Otan « *reste le fondement de la défense collective pour ses membres* ». Arrêter le développement de cette alliance au profit d'un traité de sécurité collective en Europe est désormais un défi qui va nécessiter d'immenses efforts politiques.

Parallèlement, la menace de guerre nucléaire, que n'a pas hésité à brandir Vladimir Poutine, doit nous conduire à intensifier notre intervention politique pour que la France s'engage dans un processus de dénucléarisation total et multilatéral.

Je rappelle ici notre engagement à signer le Tian, le traité d'interdiction des armes nucléaires.

Pour porter ces objectifs de démilitarisation et de dénucléarisation des relations internationales, nous avons une responsabilité particulière pour contribuer à reconstruire en France, en Europe et dans le monde un puissant mouvement populaire pour la paix. C'est essentiel et l'on mesure la difficulté quand on voit les nombreuses forces qui tentent de dévoyer le soutien au peuple ukrainien en tentant de diriger le mouvement populaire dans une entreprise belliciste et atlantiste. Politisons les enjeux, faisons de la paix notre boussole pour être à la hauteur des enjeux de la période.

➔ Troisièmement, le défi d'une autre mondialisation économique

Avec le déclenchement de la guerre en Ukraine, la conjoncture française et européenne est en train de se retourner.

Mais, contrairement à l'idée distillée que cela viendrait « *chambouler la reprise qui était déjà bien engagée* » comme le gouvernement l'affirme, la guerre est venue impacter une économie très fragile. Il suffisait en réalité d'une étincelle car nous étions — et restons — sur un volcan financier et avons plus enregistré un rebond mécanique de reprise d'activité qu'une véritable reprise économique. Les chiffres d'emploi étaient en trompe-l'œil. Le gonflement boursier est gigantesque. La remontée d'inflation est plus durablement installée qu'on ne le prétend et semble même s'accélérer. Les services publics et la production industrielle sont très affaiblis, les chaînes d'activités mondiales sont très désorganisées, le déficit commercial de marchandises est plus dégradé que jamais.

Cette conjoncture pose comme jamais l'exigence — pour la paix — d'une autre mondialisation économique, d'une monnaie commune alternative au dollar, d'une autre construction

européenne et d'institutions mondiales très nouvelles de co-développement, de maîtrise du commerce international et des investissements, de financement commun. Il devrait être du rôle de la France de prendre des initiatives en ce sens.

Cette autre mondialisation économique devrait viser deux objectifs essentiels :

- la sécurisation de l'emploi ;
- la sécurisation des besoins fondamentaux, notamment de l'approvisionnement énergétique et alimentaire.

D'une part, la sécurisation de l'emploi car c'est l'emploi, sa qualité (formation, salaires, sécurité) qui peut seul être le moteur d'une véritable reprise saine et juste. Un emploi appuyé par des investissements matériels efficaces et des projets donnant une perspective liée à un projet de société mobilisateur... pour des « Jours heureux ».

D'autre part, la sécurisation des besoins fondamentaux, notamment de l'approvisionnement énergétique et alimentaire.

Nous sommes confrontés ici à un double problème d'approvisionnement et de spéculation.

Un problème d'approvisionnement d'abord.

La Russie est, en effet, le premier fournisseur de gaz naturel des Vingt-sept (avec 40 % des importations, ce qui représente 19 % de la consommation totale de gaz de l'Union européenne) et le deuxième fournisseur de pétrole (avec 20 % des importations et 16 % de la consommation totale). Cette dépendance varie fortement selon les pays, de 80 % pour la Pologne à 24 % pour la France. La Russie et l'Ukraine jouent par ailleurs un rôle majeur sur le marché mondial des céréales. La Russie est le premier producteur mondial de blé depuis 2018 ; l'Ukraine est le quatrième exportateur mondial de maïs, en passe de devenir le troisième exportateur de blé. L'UE sera peu impactée, la France pas du tout sur le blé mais un peu sur le maïs. Elle le sera en revanche sur l'huile de tournesol car l'Ukraine est le principale fournisseur de l'UE. Mais c'est surtout l'Afrique et le Proche-Orient qui sont impactés sur le plan de la sécurité alimentaire. L'Egypte importe 23 % de son blé d'Ukraine et 61 % de Russie, la Tunisie plus de 40 %, le Liban 51 %.

Un problème de spéculation également.

Le jeu spéculatif sur les marchés énergétique et alimentaire conduit à des hausses des prix insupportables. Qu'il s'agisse des hydrocarbures, des denrées alimentaires ou d'autres produits négociés sur les marchés mondiaux, la spéculation est structurellement liée à la façon dont ces marchés sont organisés. Elle ne porte pas directement sur des quantités physiques de biens échangés, mais sur des produits financiers : contrats de livraisons futurs, options... Ce sont ces opérations, financées à crédit, voire à découvert, par les banques, qui pilotent le cours des marchandises « sous-jacentes ».

Face à ce besoin de sécurisation, plusieurs propositions :

- mettre en place des corridors alimentaires pour approvisionner les pays fortement dépendant des céréales en provenance d'Ukraine et de Russie ;
- agir pour en finir avec la spéculation sur l'énergie et l'alimentation, garantir l'approvisionnement et la stabilité des prix avec, en particulier, la tenue d'une conférence internationale pour sécuriser le prix des céréales en mobilisant la FAO ;

- opposer au « fonds de résilience » européen empruntant sur les marchés financiers notre proposition d'un fonds solidaire et écologique pour un développement social, pacifique, non aligné de toute l'Europe utilisant, de façon démocratique, la monnaie créée par la BCE pour un immense essor partagé de tous les services publics ;
- imposer l'investissement à 100 % des bénéfices des multinationales dans la baisse des prix, la hausse des salaires, la relocalisation de la production ;
- développer et transformer notre mix propre énergétique pour réduire encore la dépendance de la France aux hydrocarbures en provenance de Russie.

Voilà des propositions fortes que nous pouvons appuyer dans notre campagne.

*

2- Le moment politique et les transformations politiques en cours

J'en viens au moment politique dans lequel cette guerre s'inscrit.

La guerre en Europe, une pandémie toujours en cours, des événements climatiques extrêmes, des désastres sociaux, des reculs démocratiques... le moment politique que nous vivons peut être défini comme **un « moment critique »**.

Critique au sens où ce moment est au carrefour de crises multiples.

Un moment qui n'est en rien la fortuite conjonction de drames, mais bien le résultat du développement de la crise systémique du capitalisme.

Les défis auxquels nous devons faire face pour chacune des crises en cours, comme je viens d'en exposer certains concernant la guerre en Ukraine, sont vertigineux.

Or la classe dominante se révèle incapable de maîtriser les développements des transformations que sa recherche effrénée du profit a générés.

Ainsi, une crise d'hégémonie et des luttes puissantes se développent au sein de la classe dominante, luttes qui s'accroissent avec l'échéance présidentielle en cours.

On le voit à l'extrême droite avec l'émergence du parti Reconquête sous l'impulsion d'Eric Zemmour qui fait désormais concurrence au Rassemblement national de Marine Le Pen, même si celle-ci semble être en capacité à cette heure de garder le leadership de son camp, au moins à cette élection, sa stratégie de banalisation étant plus adaptée à la situation que les outrances répétées de son concurrent.

A moyen et long terme, cette percée de Zemmour, si elle se confirme, est très inquiétante tant du point de vue des idées que de la force militante qu'il est parvenu à constituer. En effet, **avec Eric Zemmour, c'est toute la droite qui s'extrémise !** Il y a un an, « *le grand remplacement* » était encore considéré comme la thèse raciste et complotiste de l'idéologue marginal Renaud Camus. Il est aujourd'hui endossé par la droite dite « républicaine », comme l'a repris à son compte Valérie Pécresse.

La candidate LR aura fait une erreur stratégique majeure dans cette élection, s'enfermant entre les éléments néolibéraux du projet de Macron et les éléments identitaires du projet de

Zemmour. Dans ses 12 mesures phares présentées récemment figurent ainsi des propositions qui ne lui permettent pas de se différencier, qu'il s'agisse de la baisse des impôts ou de la mise en place de quotas d'immigration par métier et par pays. Depuis fin 2021, elle a perdu environ 7 points dans les intentions de vote.

Le président de la République domine fortement dans ce contexte avec des intentions de vote proche de 30 %. Sa dynamique actuelle n'est pas exempte de fragilités, mais il est à l'offensive pour pérenniser un extrême centre avec trois caractéristiques principales comme l'a justement analysé Pierre Serna : une prétendue modération basée sur une technocratisation de la politique, en l'occurrence sur la base d'un projet néolibéral ; un « girouettisme » entendons par là des revirements d'opinion qui tentent de prendre le trait d'une intelligence situationnelle ; et, pièce maîtresse, dont le quinquennat a été le témoin, l'importance du pouvoir exécutif jusqu'à imposer un régime républicain sans démocratie.

Son projet présidentiel vise à donner l'illusion qu'il répond aux défis de notre époque en s'articulant autour de trois axes « une nation plus indépendante », « une société plus unie » et « un pacte républicain ». **La réalité est que c'est un projet de droite. Une droite clairement néolibérale, reprenant le mot d'ordre « travailler plus ».** Les Républicains hurlaient hier, estimant qu'Emmanuel Macron avait pillé le programme de Valérie Pécresse. Le projet du président allie en effet recul de l'âge de départ en retraite à 65 ans, nouvelles réformes de libéralisation du marché du travail, durcissement de la réforme de l'assurance-chômage, casse de Pôle emploi et transformation du RSA en revenu d'activité, visant à priver de revenu les personnes qui ne pourront justifier de 15 heures d'activités, casse du financement du service public avec la suppression de la redevance audiovisuelle....

Par ailleurs, il a décidé de lancer **une grande offensive de casse du caractère national de l'éducation**, mêlant autonomie renforcée des établissements et chefs d'établissement, notamment dans le recrutement, avec différenciation de la rémunération des enseignants en fonction de leur acceptation ou non de nouvelles missions, des missions qui seront rendues obligatoires pour les nouvelles embauches. Enfin, sans être exhaustif, il faut je crois fortement combattre également **sa volonté de restreindre encore le droit d'asile en affichant sa volonté de restreindre la possibilité de recours**, une proposition qui montre à quel point ses déclarations prétendant accueillir à bras ouvert les réfugiés ukrainiens ne sont que conjoncturelles. Le président-candidat ne prend même pas la peine de formuler des propositions qui pourrait être saluées à gauche, tant il pense qu'il n'y a pas de gain électoral potentiel de ce côté-là.

Et pour cause, **la réalité qui domine à gauche, c'est la décomposition de notre camp.**

Le Parti socialiste n'en finit pas de son affaiblissement historique précipité par l'échec du quinquennat Hollande à répondre aux attentes des femmes et des hommes de gauche. Le choix d'Anne Hidalgo de s'inscrire dès le début de sa campagne dans les pas de l'ancien président de la République a probablement scellé son sort électoral.

Europe écologie-Les Verts ne parvient pas à valider son récit d'une recomposition de la gauche autour de l'écologie politique. D'une part parce que, malgré l'actualité de la crise climatique, la période est dominée par l'enjeu de la guerre et du pouvoir d'achat. D'autre part parce que le libéralisme de son candidat, Yannick Jadot et les divisions internes pénalisent fortement la campagne.

Quant à Jean-Luc Mélenchon, sa campagne bénéficie d'une certaine dynamique et il est en légère progression ces dernières semaines dans les intentions de vote. Si sa force reste dominante à gauche, il pâtit néanmoins d'une image encore très dégradée dans l'opinion et de sa conception politique qui ne cherche pas à rassembler mais à rallier autour de lui, ce candidat dont nous ne faisons pas et ne ferons pas un adversaire mais dont nous estimons que ni la campagne, sans originalité, ni le projet, qui déresponsabilise le capital, n'est à la hauteur de la situation politique. Quel bilan de ses précédentes candidatures ? A quoi ont servi nos 19 % de 2017 pour notre camp, pour l'égalité, la justice sociale ?

Le seul élément de nouveauté, de dynamique et qui peut participer à la recomposition à gauche vient de notre campagne avec la candidature de Fabien Roussel.

Notre percée est à la fois modeste à cette heure au regard des intentions de vote qui nous sont accordées, autour de 4 à 5%, mais très importante pour la suite, j'y reviendrai.

Nous pouvons être fiers de ce que nous avons déjà accompli mais gardons bien de nous dire que le plus dur est derrière nous car au regard des caractéristiques inédites de cette présidentielle et de la forte mobilité électorale beaucoup de choses peuvent encore bouger... pour le meilleur comme pour le pire. C'est maintenant que tout va se jouer !

*

3- L'impact de la situation sur les consciences et notre campagne présidentielle

Pour être efficaces, il faut partager une appréciation de l'impact de la situation politique sur les consciences et travailler à la façon dont notre campagne peut rentrer en écho avec les attentes des Françaises et des Français.

Nous ressentons chaque jour **une forte fatigue des Français et une demande grandissante d'égalité et de protection**, une demande qui n'a cessé de grandir tout au long du quinquennat, face au mépris de classe et à la politique du pouvoir aggravant la précarité et dévitalisant toujours davantage de territoires, privés d'emplois et de services publics. La crise du Covid ces deux dernières années et la montée de l'inflation ces derniers mois ont encore renforcé cette demande. Et la guerre en Ukraine a élargi la demande de protection sociale à une demande de sécurité du pays. Nous vivons également **une montée de la conflictualité sociale et politique**, comme l'a montrée le mouvement des Gilets jaunes et, ces derniers jours, les événements en Corse que je ne peux prendre le temps de développer dans ce rapport mais qui méritent toute notre attention et notre analyse.

Un autre impact de la situation est **le rejet grandissant des forces politiques et des corps constitués, qui s'accompagne d'une progression de l'abstention.**

Ce rejet nous le connaissons depuis de nombreuses années. Il est d'autant plus fort que, face aux immenses défis posés par les bouleversements en cours – guerre, pandémie, événements climatiques extrêmes, désastres sociaux, des reculs démocratiques –, **l'offre politique n'apparaît pas à nos concitoyens comme étant à la hauteur de la situation.** Et l'abstention peut être d'autant plus grande cette fois-ci que l'élection semble déjà jouée pour 67 % des Français qui

prédisent la réélection d'Emmanuel Macron. Aussi, plusieurs instituts de sondages mesurent un déjà un potentiel d'abstention supérieur à 2017.

Enfin, des préoccupations dominent parmi nos concitoyens. Et c'est probablement notre candidat qui a récemment le mieux résumé, en une formule, le sentiment des Français. Lors de son passage à TF1 aux côtés des autres candidats, il eu les mots suivants : « *La guerre que l'on voit à la télé, elle est aussi dans le porte-monnaie* ». En effet, **deux enjeux, la guerre et le pouvoir d'achat, sont au premier plan, en tête des préoccupations des Français**. Selon un récent sondage Ipsos, le pouvoir d'achat arrive en tête à 53 %, la guerre en Ukraine à 40 %. Suivent l'environnement à 26 %, le système de santé et l'immigration à 22 %.

Pour répondre aux exigences de nos concitoyens, mesurons qu'au-delà du résultat que nous pourrions obtenir le 10 avril prochain et qui comptera dans le rapport de force, **nous devons encourager les luttes sociales pour qu'elles se développent dès maintenant le plus fortement possible. Nous avons un apport décisif pour placer au cœur des luttes le besoin de prendre le pouvoir sur la finance au moment où le CAC 40 atteint des records et distribue massivement des dividendes, faire grandir l'exigence de bloquer les prix et d'augmenter les salaires, de sécuriser l'emploi et la formation.**

L'inflation est déjà en train d'aggraver fortement les difficultés de millions de nos concitoyens et de milliers d'entreprises, en particulier celles qui consomment beaucoup d'énergie. Or les décisions du gouvernement à travers le plan résilience, la baisse de 15 centimes des carburants, l'indemnité inflation, la hausse très modeste du point d'indice, alors que la rémunération des fonctionnaires est bloquée depuis plus de 10 ans, ne sont pas du tout à la hauteur de ces difficultés et ne permettent en rien une réponse structurelle à la crise !

*

Dans cette situation, arrêtons-nous sur les points d'ores et déjà marqués dans notre campagne.

Tout au long de la campagne, **nous avons réussi à faire progresser la notoriété de Fabien**, développer notre influence dans le débat public et susciter toujours plus d'intérêt pour notre campagne, cela malgré le mauvais coup qu'ont constitué les articles de *Médiapart*.

Nous avons réussi à **franchir l'étape des parrainages pour l'officialisation de notre candidature**. Je veux saluer ici l'important travail coordonné par Cécile Cukierman pour franchir la barre des 500 parrainages. Au total, nous en avons récoltés 626 !

Nous avons su ces dernières semaines identifier notre candidature à des marqueurs forts : la révolution du travail, la République sociale, laïque, démocratique, une voix indépendante de la France en Europe et dans le monde. **Et des propositions fortes** : sur l'augmentation des salaires et le pouvoir d'achat, la sécurité avec le renforcement du service public, l'énergie avec le choix assumé du nucléaire et du renouvelable, la jeunesse avec la gratuité du permis de conduire. La force de notre projet de révolution féministe a été également très remarqué par des milliers de femmes et d'hommes engagés pour les droits des femmes.

L'enjeu des dernières semaines qui s'ouvrent est de conforter celles et ceux qui ont commencé à porter de l'intérêt à notre candidature.

C'est maintenant que tout va se jouer !

Réussir notre fin de campagne implique à mon sens trois choses :

1. **Premièrement, s'appuyer sur nos points forts, en amplifiant les messages, les propositions qui ont eu le plus d'écho dans notre campagne.**

Notre priorité doit être d'installer Fabien Roussel comme le candidat du pouvoir d'achat, avec la baisse des factures d'énergie et des carburants, la hausse des salaires, le respect du monde du travail, le développement de l'emploi et des pouvoirs dans l'entreprise.

Le candidat du désormais fameux « roussellement » contre le Président-candidat du prétendu « ruissellement » !

2. **Deuxièmement, libérer les électeurs de la pression d'un prétendu vote utile pour Jean-Luc Mélenchon en éclairant les raisons les plus justes et rassembleuses de voter pour Fabien Roussel.**

Ces raisons sont des raisons offensives, positives.

Voter pour Fabien Roussel, c'est se donner la garantie de placer au cœur du débat politique un projet nouveau et utile pour le pays.

C'est la garantie de placer sa voix au service d'un projet qui fait le choix du travail, des salaires, du pouvoir d'achat contre la finance, le choix de la République sociale et laïque contre la casse sociale et le délitement de la République, le choix de la souveraineté énergétique, alimentaire, industrielle de la France et de la souveraineté du peuple, des travailleurs, pour tous les choix essentiels, le choix de l'indépendance de la France en Europe et dans le monde.

Voter pour Fabien Roussel, c'est faire le choix d'un projet pour la France qui désigne clairement son adversaire, le capital.

C'est porter une candidature qui pèsera pour faire contribuer davantage les hauts revenus et les revenus du capital et baisser les impôts de ceux qui ne vivent que de leur travail.

Voter pour Fabien Roussel, c'est refuser la reconduction de ce qui n'a débouché sur rien ces dernières années, c'est voter pour une candidature qui est un vote d'avenir pour la gauche.

C'est donner de la force à une gauche populaire qui porte un projet clair. C'est donner de la force à une gauche qui rassemble parce qu'elle respecte la diversité des forces qui la composent, sans volonté hégémonique, comme en témoignent les nombreuses forces et personnalités qui nous rejoignent.

Comme Fabien l'a annoncé, nous allons mettre en place dans les prochains jours un Conseil national de la République.

Ce conseil, Fabien propose qu'il rassemble des dirigeants du parti, des dirigeants des forces politiques qui nous ont rejoints, des personnalités syndicales et associatives, des intellectuels autour d'un appel à construire la France des Jours heureux.

3. Organiser notre activité autour **des gestes militants les plus ciblés et les plus efficaces pour convaincre** dans cette dernière ligne droite. Et **aller jusqu'au bout de l'effort de financement de notre campagne !**

De grandes initiatives en présence de Fabien Roussel sont prévues pour les trois dernières semaines. Je pense notamment aux meetings de lundi prochain le 21 mars à Nantes, le 27 mars à Toulouse, le 2 avril à Lyon et le 7 avril à Lille.

Nous pourrions également retenir l'idée d'organiser le week-end prochain et dans la semaine qui suit des temps d'initiatives aux entrées des stations essences pour faire connaître nos propositions aux automobilistes pour la baisse des prix des carburants, la hausse des salaires, la souveraineté énergétique.

Si ces initiatives vont compter pour être visibles, faire passer notre message, faire de nouvelles annonces et faire une démonstration de force dans la dernière ligne droite, ce ne sont pas elles qui vont nous rapporter le plus de voix.

L'essentiel, c'est d'aller au contact sur les marchés, au porte-à-porte, de la manière la plus ciblée possible, de faire des envois de mails et de passer des coups de téléphone en direction de tous les contacts collectés au long de la campagne, de faire connaître forces qui nous ont rejoints, les personnalités locales et nationales qui appellent à voter pour notre candidat.

Des appels sectoriels qui ont été réalisés, notamment grâce au travail de la commission Entreprises, peuvent être utiles en direction des secteurs de l'industrie, de l'énergie, des ports et docks, de personnels de la santé ou de l'éducation, des cheminots, des postiers, des territoriaux... des tracts thématiques également ont été mis à disposition tout au long de la campagne, le dernier concerne le sport.

Et un dernier tract tiré à 5 millions d'exemplaires vous sera livré au plus tard au tout début de la semaine du 28 mars.

Mettons en mouvement le plus de communistes, de citoyens et de citoyennes engagés à nos côtés pour convaincre ! Soyons mobilisés à fond dans ces derniers jours, fixons-nous chacune et chacun l'objectif de convaincre 3,4,5 personnes de notre entourage, pas encore convaincues à cette heure, de voter Fabien Roussel.

Et n'hésitons pas à proposer l'adhésion au parti chaque fois que nous arrivons à convaincre !

Enfin, nous devons aller au bout de la mobilisation financière pour la réussite de notre campagne.

Comme vous le savez, nous avons atteint l'objectif sur les prêts et nous sommes désormais à 70 % de notre objectif sur la souscription avec plus de 770 000 euros collectés. Il nous reste donc un peu plus de 350 000 euros à collecter, la plus grande partie concernant des fédérations qui ont déjà commencé à verser mais qui n'ont pas encore atteint leur objectif, et une partie significative concernant 11 fédérations qui n'ont encore rien versé à la souscription nationale et dont l'engagement est impératif dans ces dernières semaines.

*

4- La spécificité de l'enjeu des élections législatives et les défis qui y sont liés

J'en viens à la dernière partie de mon rapport sur la spécificité des élections législatives et les défis qui y sont liés.

Ces élections seront, comme nous l'affirmons depuis des mois, d'une importance décisive pour l'avenir de notre pays.

Quel que soit le scénario, nous aurons besoin du plus grand nombre de députés de gauche et parmi eux de députés communistes. *A fortiori*, dans le cas d'une réélection d'Emmanuel Macron où, au regard du programme dévoilé, nous aurons à empêcher de graves reculs sociaux. Cela nécessitera le groupe le plus important possible, prêt à riposter immédiatement car le président fera tout pour aller vite et faire passer au plus tôt, si possible avant l'été, une partie de ses réformes.

Dans le scénario d'une réélection, surtout si celle-ci est large, mesurons que le président voudra profiter à plein de la dynamique présidentielle.

Pour cela, premièrement il utilisera très probablement la situation marquée par la guerre en Ukraine et l'inflation pour affirmer fortement le besoin d'obtenir une majorité pour protéger les Français de la guerre et protéger leur pouvoir d'achat.

Deuxièmement, comme nous l'avons déjà évoqué, nous devons considérer comme une hypothèse sérieuse une dissolution de l'Assemblée nationale au lendemain de son élection pour accélérer le calendrier des législatives. Nous n'avons aucune certitude à ce sujet, mais nous devons être prêt dans tous les scénarios.

Aussi, nous avons plus que jamais besoin d'accélérer notre mobilisation pour la préparation de ces élections.

C'est le sens de la journée que nous avons tenue le 10 mars dernier au siège national qui nous a permis de travailler avec plus de 120 candidats et candidates sur le lien entre l'échéance présidentielle et ces élections, sur le calendrier et le cadre légal, ainsi que sur les gestes d'organisation, de communication, de bataille financière indispensables. Tous les candidats et candidates nous ont dit leur satisfaction de ce temps de travail.

Beaucoup a été fait mais nous n'y sommes pas encore ! Pierre Lacaze interviendra dans la discussion pour vous donner les éléments sur le travail du collectif national et le point sur les discussions pour la conclusion d'accord avec nos partenaires. Ces discussions s'intensifient avec nos partenaires mais nous n'avons pas à cette heure d'accord à soumettre au Conseil national.

Pour ma part, je fais trois propositions :

1. La mise en place d'un point hebdomadaire du collectif national de travail jusqu'à l'entre-deux tours de la présidentielle et au-delà si nécessaire pour travailler avec les fédérations à accélérer la désignation des candidats pour couvrir le plus grand nombre possible de circonscriptions du pays et dégager les moyens nécessaires au financement de ces candidatures. Cela doit être une priorité.
2. La tenue d'une séance exceptionnelle du comité exécutif national le 28 mars prochain pour travailler sur les accords avec les autres forces politiques.

3. La tenue d'un Conseil national samedi 16 avril, dans l'entre deux tours de l'élection présidentielle pour faire un premier bilan du 1^{er} tour, développer notre position pour le second tour et faire le point sur les législatives.

Voilà, cher·e·s camarades, les analyses et propositions que je voulais formuler en introduction de notre débat.

Tous ensemble mobilisés pour obtenir le meilleur score le 10 avril prochain pour Fabien Roussel à la présidentielle et dans la foulée pour nos candidates et candidats aux élections législatives !

Je vous remercie.